

APRES LE 17 MAI...

**Editorial
des
bulletins
d'entreprises**

Le bulletin qui est diffusé aujourd'hui a dû être, pour des raisons techniques consécutives à la grève du 17 mai, écrit avant cette grève. Mais quelle que soit l'ampleur de ce mouvement, notre position, déjà exprimée dans notre précédent numéro du 2 mai 1966, reste la même. Nous pensons que bien que ce mouvement soit loin de représenter une possibilité sérieuse pour les travailleurs de résoudre l'ensemble de leurs problèmes économiques et politiques, nous ne pouvons qu'y participer. Y renoncer serait à la fois confirmer la bourgeoisie et l'Etat dans leur attitude anti-ouvrière et donner aux syndicats le prétexte de notre soi-disant désintéressement de nos propres affaires pour masquer leur incapacité à résoudre les problèmes qui se posent à nous actuellement. De toute façon, le 17 mai ne doit être que le prélude à un mouvement beaucoup plus large pour permettre à la classe ouvrière de s'affirmer en tant que couche sociale décidée à faire valoir ses droits.

Le gouvernement, défenseur des intérêts capitalistes, s'abrite derrière son Ve Plan pour refuser aux travailleurs la part de bien-être, de progrès social et de droits politiques que permet une utilisation toujours plus rationnelle de la science et des techniques.

Les syndicats et les formations politiques qui les animent visent tout juste, au travers d'une phraseologie pseudo-démocratique, au remplacement des équipes dirigeantes de l'Etat.

La manifestation, organisée avec le concours de F. Mitterrand, nous apporte une preuve supplémentaire que tout ce à quoi aspirent ces gens c'est de se préparer une meilleure place au Parlement aux prochaines élections législatives. La plupart d'entre nous n'est pas dupes de ce jeu de politiciens. En effet, aucune revendication n'est sérieusement mise en avant : mais, qui plus est, il n'y a de leur part aucune affirmation de leur volonté de faire aboutir ces revendications. Tout ce qu'on nous demande, c'est de faire des démonstrations pour qu'ils puissent, eux, aller discuter, voire pleurnicher, pour ramener le patronat et l'Etat à plus de compréhension.

On comprend, dans ces conditions, la réticence de nombreux travailleurs à participer dans l'enthousiasme à ce genre de démonstration sans perspective, surtout quand il en coûte des pertes de salaires importantes pour un simple avertissement sans suite.

Il en serait sans nul doute autrement si ceux qui organisent les mouvements affirmaient bien haut que la lutte engagée ne doit pas être une simple manifestation de notre mécontentement ni même une protestation si puissante soit-elle, mais le début de la lutte qui vise au renversement non pas seulement du gouvernement mais de tout système d'exploitation.

Nous ne pouvons rien attendre des dirigeants actuels de la classe ouvrière pour tracer cette perspective. Mais, si pour donner à la bourgeoisie des gages de leur influence ils sont contraints de faire la démonstration de notre force, nous avons la possibilité de profiter de leurs mots d'ordre d'actions pour entrer nous-mêmes dans la lutte pour nos revendications essentielles. Si l'objectif des dirigeants syndicaux et politiques qui se réclament de la classe ouvrière est l'obtention de quelques sièges supplémentaires dans la prochaine assemblée législative, nos objectifs à nous, ce sont :

— des salaires qui nous permettent de vivre au niveau des moyens techniques de 1966, c'est-à-dire, une augmentation minimum pour tous les salariés de 200 F par mois avec un minimum mensuel de 1.000 F.

— et ceci pour une durée de travail maximum de trente heures par semaine.

● suite page 6

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS !



VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

17 MAI 1966 — N° 60

Paraît toutes les deux semaines — 0,50 F

LA CHINE ET LA GUERRE

Le jeudi 12 mai 1966 — selon le communiqué de Chine Nouvelle — cinq avions américains se sont introduits dans l'espace aérien chinois au nord-est de Mokwan, dans la province du Yunnan, à 16 h 17, et ont lancé des missiles téléguidés contre des avions chinois qui étaient en vol d'entraînement. Un avion chinois a été abattu et, lorsque les chasseurs chinois ont contre-attaqué, les « pirates de l'air » ont fui en direction du Sud-Ouest.

A Washington, on affirme que l'incident a eu lieu au-dessus du Nord-Vietnam et qu'une enquête est ouverte. Mais on rappelle également la récente déclaration de Rusk disant que la Chine ne serait pas protégée par ses frontières si elle intervenait au Vietnam, et celle de McCloskey — porte-parole du département d'Etat — précisant que les « Mig » opérant au-dessus du Vietnam du Nord ne seraient pas en sécurité s'ils se réfugiaient au-dessus du territoire chinois.

Ceci, joint à l'émotion soulevée dans le monde par l'explosion de la troisième bombe atomique chinoise, et la concentration des forces américaines dans le Pacifique, précise chaque jour le danger de guerre qui pèse sur la Chine.

Les Américains parlent d'une « menace chinoise » d'un « danger maximum » pour 1967 et n'hésitent pas à soutenir l'éventualité d'une « agression » de la part de la Chine. Cette lamentable argumentation s'appuie cependant sur des préjugés raciaux et pacifistes qui de Moscou à Washington, en passant par Londres, Dhéli, etc., présentent le nouveau « péril jaune » qu'une nation de 700 millions d'habitants « affamés et fanatisés » — et pourvue d'armes nucléaires — ferait planer sur le monde.

Les déclarations fracassantes du maréchal Chen Yi, le refus de la Chine de signer le traité de Moscou sur le désarmement partiel, l'attaque idéologique menée contre la politique révisionniste de coexistence-pacifique à la russe, servent de support à cette mauvaise propagande. Il faut d'ailleurs y ajouter l'explosion de la troisième bombe atomique chinoise — faite « utilisant du matériel thermonucléaire ». (Communiqué de l'agence Chine Nouvelle.)

En fait, dans les déclarations chinoises comme dans les déclarations américaines, il y a une bonne part de propagande et de démagogie vis-à-vis de leur propre peuple.

Et c'est en vain que d'agresseurs au Vietnam, les Américains, prétendraient passer pour « agressés » en Chine. En vain aussi que la Chine affirme qu'elle n'a pas peur de la guerre — plus même — qu'elle la souhaite.

Derrière les déclarations de façade, il y a une réalité politique. Et cette réalité c'est le danger de guerre que l'impérialisme fait courir à l'humanité tout entière.

Car depuis qu'au siècle dernier les grandes puissances impérialistes se firent ouvrir — à coups de canon — les portes de la vieille Chine — l'histoire de cette dernière n'est qu'une longue suite de guerres — guerre de l'opium, guerre des Boxers, qui vit l'intervention de onze puissances occidentales, guerre contre le Japon, etc. A chaque fois, c'est les armes à la main que l'impérialisme implante ses concessions, ses « droits », ses marchés, ses capitaux. Car, la réalité, c'est la nécessité pour l'impérialisme d'investir dans les nations « arriérées » afin d'échapper à l'inevitable baisse du profit dans les métropoles industrielles. C'est la nécessité de créer et d'asservir le marché mondial au prix du sous-développement continu des nations dépendantes et de l'accumulation de formidables contradictions qui risquent de précipiter l'humanité dans la guerre et la barbarie. Que la Chine ait pu secouer le joug de la domination impérialis-

te, cela est dû autant à la force révolutionnaire des masses paysannes chinoises, qu'à la situation de l'impérialisme U.S. en 1949 dans la guerre froide qui l'opposait à l'U.R.S.S.

Car, en dernière analyse, c'est l'existence de l'U.R.S.S. qui a permis l'existence de la Chine populaire, comme c'est elle qui permet l'existence de Cuba et ouvre aux nations en lutte contre l'impérialisme une voie politique qui serait impensable autrement — et cela quelle que soit la nature des gouvernements ou des Etats issus de ces luttes.

Et l'impérialisme sait bien que derrière toutes ses difficultés dans le tiers monde il y a l'U.R.S.S. — que cette dernière le veuille ou non. C'est pourquoi au Vietnam, ce ne sont pas ses intérêts économiques directs que l'impérialisme U.S. défend, ce sont ses intérêts politiques et militaires vis-à-vis de l'U.R.S.S.

Et c'est dans la même perspective que se situe l'éventuelle attaque contre la Chine — encore qu'une guerre contre cette dernière ne signifie pas automatiquement une guerre avec l'U.R.S.S. dans l'immédiat. Attaque qui semble voulue et préparée par certains milieux américains et qui entre dans la logique de la politique militaire U.S. au Vietnam. Rien ne permet

LE CONTRE-GOUVERNEMENT MITTERRAND : Une déclaration de bonnes intentions :

de dire bien entendu que les Américains feront la guerre à la Chine dans un proche avenir. C'est une question de choix politique, mais si à court terme la haute finance américaine a les moyens de choisir, à long terme la guerre contre la Chine est tout aussi inévitable que la guerre contre l'U.R.S.S. Et de toute manière, quelle que soit la carte politique que joue actuellement l'impérialisme américain, il tient en réserve l'autre éventualité : celle de la guerre à laquelle il se prépare publiquement et rigoureusement.

La Chine s'arme — à quel prix ! — devant cette menace qu'elle ne peut ignorer avec d'autant plus d'énergie qu'elle ne peut compter sur le soutien de l'U.R.S.S. bureaucratise et qu'elle ne peut pas et ne veut pas, étant donné la nature de son régime social, faire appel à ses seuls alliés de par le monde : les travailleurs des pays impérialistes comme des nations sous-développées dont l'ennemi commun est l'impérialisme fauteur de guerre et de misère.

MICHELE TOURNY.

Il y eut, certes, quelques journaux de province enthousiastes qui, en parlant du contre-gouvernement de Mitterrand, allèrent jusqu'à affirmer que « tout, dans l'attribution de l'équipe, indique une volonté de faire du neuf, du jeune, du dynamique » (La Nouvelle République du Centre-Ouest), ce qui prouve, à la rigueur, la justesse de l'adage disant : « Il n'y a pas de vieilles choses sous le ciel, il n'y a que de vieilles gens ». Pour un nouveau-né, tout est neuf, même Guy Mollet, même Defferre, et même Mitterrand.

Mais il faut dire, toutefois, que la quasi-totalité des commentateurs politiques — en dehors bien sûr de ceux qui, à un titre ou à un autre, ont été engagés dans l'expérience ou voudraient l'être — ont parlé de la chose sur un ton de douce ironie ou de franc dégoût. « Une batarde de la IVe République », « caricature la plus grossière de ce que l'on pouvait redouter », « cabinet fantôme ? Tout au plus des revenants ». Voilà un échantillon des appréciations portées à l'égard du nouveau-né politique.

Le fait principal pour les commentateurs — qu'ils l'approuvent ou le désapprouvent — est l'éloignement que prennent Mitterrand et la Fédération par rapport à leurs alliés communistes des élections présidentielles.

Le P.C., principal intéressé dans l'affaire, n'a pu ne pas comprendre le sens de cette formation. Mais comme d'habitude en pareille circonstance, en se bandant les yeux ou en faisant semblant, il préfère parler d'une « erreur de tactique » qualifiée, « d'erreur dangereuse » (L. Salimi - Humanité-Dimanche N° 62).

Et de conjurer Mitterrand en faisant appel à ses sentiments de gauche, de ne pas briser l'élan populaire et unitaire de décembre ou de rappeler que la Fédération ne représente guère plus de 20 % des voix, et que, par conséquent, elle ne peut seule prétendre à gouverner. Les sentiments ne semblent cependant pas fléchir Mitterrand, et la raison encore moins. Car c'est précisément cette raie son électorale et le P.C., malgré sa compétence, est mal venu de donner des leçons en ce domaine aux organisations de la Fédération, qui a dû pousser l'ancien candidat aux présidentielles à agir comme il l'a fait.

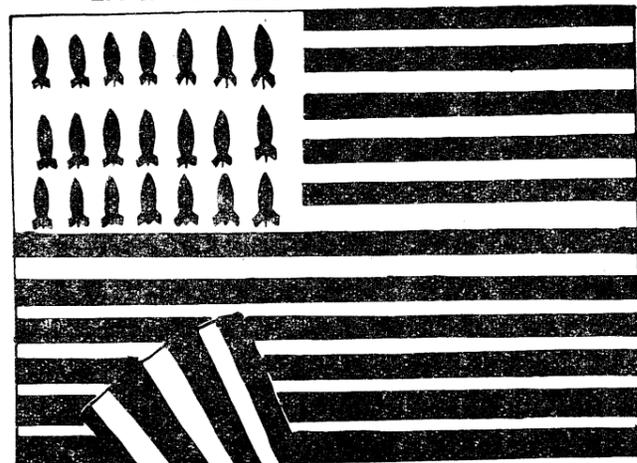
Il ne s'agit d'ailleurs pas d'une initiative isolée. Elle fait suite à la motion de censure, dans laquelle la gauche non communiste a choisi pour marquer son opposition vis-à-vis des gaullistes, le seul point qui lui permit de se démarquer du même coup des communistes : la politique étrangère.

Par delà ce qui est dû, dans la formation de ce contre-gouvernement, à l'ambition personnelle de Mitterrand, sa signification politique est bien celle que veulent donner les organisations de la Fédération à la préparation des élections législatives. Bien que Waldeck-Rochet accuse l'ancien candidat aux présidentielles de mettre la charrie avant les bœufs, celui-ci sait bien ce qu'il fait — tout au moins de ce point de vue.

Aux prochaines élections législatives, les gaullistes et les satellites peuvent très bien perdre la majorité absolue qu'ils détiennent actuellement. Lors, c'est la porte ouverte aux formations de l'opposition actuelle, pour retrouver les places qu'elles ont perdues en 57 et pour participer au gouvernement.

● suite page 3

LA III^e EXPLOSION ATOMIQUE CHINOISE



Comme le dit si bien le Foreign Office : « Il est décevant que les Chinois aient décidé, au mépris de l'opinion mondiale, de procéder à ce nouvel essai qui polluera l'atmosphère ».

La fusion des coffres de la Banque

SANS doute pour donner l'exemple à la grande industrie invitée à faire un effort de concentration pour constituer des entreprises « à l'échelle européenne » susceptibles de résister à la concurrence allemande, anglaise et surtout américaine, le gouvernement vient de décider la fusion de deux des quatre grandes banques de dépôt nationalisées depuis la fin de la guerre.

La Banque Nationale de Paris ainsi créée par la fusion de la B.N.C.I. et du C.N.E.P. devient ainsi le plus important des établissements bancaires français avec plus de 30.000 employés.

On imagine mal d'ailleurs l'importance de ce point de vue des grandes banques : il y a fort peu (quatre ou cinq ?) d'entreprises industrielles en France ayant un tel nombre de salariés.

Mais, justement, pour ces employés que va signifier cette fusion ? Il est bien évident qu'elle fut décidée non seulement pour être formellement la plus importante mais aussi dans un but de rationalisation. Et « rationalisation », pour les travailleurs, cela signifie ou travail accru, ou licenciements, ou les deux à la fois.

Les premiers à s'émouvoir furent les « cadres ». Pour eux, en effet, la fusion signifie en théorie, deux fois moins de postes de direction. Ce n'est pas que la nouvelle banque n'emploiera qu'un cadre là où il y en avait deux : le nombre total de cadres peut très bien ne pas varier. Le problème des cadres, tout au moins de ceux de haut grade, c'est que le nombre de cadres plus ou moins subalternes, pouvant ne pas diminuer, il n'y aura cependant qu'un chef de service ou qu'un directeur là où il y en avait un dans chaque banque.

Nul doute d'ailleurs, qu'aujourd'hui, par la suppression de ces catégories du personnel, ne soient résolus pour l'essentiel. Nous ne sousestimons pas ces problèmes et nous savons bien que certains cadres seront lésés, gravement peut-être, et pas forcément les plus mauvais. D'autant plus que les organisations syndicales des cadres seront comme toujours les premières à se prêter aux tractations, « arrangements » et combines diverses sous le prétexte habituel d'être réalistes. Nous disons seulement que comme catégorie, dans l'ensemble, les cadres seront peu lésés, au moins

financièrement, par cette unification, même si ce sont ceux qui feront le plus de bruit.

Pour les employés des deux « Sièges » et ceux des divers services plus ou moins centralisés dans les grandes villes, il n'y aura pas non plus de problèmes cruciaux. La fusion, si elle peut aboutir à des économies par la rationalisation, ne pourra pas faire effectuer par un seul employé ce qui l'était auparavant par deux. Il pourra y avoir réorganisation de certains services, spécialisation de certains ensembles, déplacement même d'un siège à un autre (500 mètres sur les grands boulevards) de certains employés, mais les Pouvoirs publics sont peut-être sincères en affirmant qu'il n'y aura pas de licenciements. On peut même concevoir que la nouvelle banque, accroissant ses possibilités, verra même le nombre de ses employés augmenter. C'est ce qui s'est produit d'ailleurs pour l'ensemble des grandes banques depuis ces dernières années malgré, ou plutôt à cause, de l'introduction des ordinateurs.

La situation la plus difficile sera celle des employés des agences, des succursales, et, en particulier des agences de province. Il est évident que presque toutes celles qui font double emploi seront supprimées à plus ou moins brève échéance. Et même si la réorganisation permet à la nouvelle banque, par la suppression de ces agences inutiles, d'en créer, là où elle n'était pas présente, la belle avance pour les employés de Bordeaux si on leur offre un poste

à Clermont-Ferrand ou à Nancy. Et dans les petites villes de province les possibilités de reclassement d'un employé de banque sont rares.

Ces employés sont ceux qui ont aussi le moins de possibilités de se défendre, individuellement ou collectivement : ils ont beau faire partie d'une banque de 30.000 employés ils ne sont que quatre ou cinq, parfois moins avec un directeur qui fait office de petit patron.

Ce sont d'eux que les syndicats se soucieront le moins finalement. Et ce sont eux qui feront les frais de cette fusion.

En fait les syndicats, étant donné leur politique, strictement sur la défensive, ne peuvent guère s'opposer efficacement à des licenciements survenant dans de telles conditions. La seule politique que les organisations syndicales pourraient mener c'est une politique offensive, contestant au patronat et au gouvernement la gestion de l'économie, en lui opposant un plan économique amenant les travailleurs à décider eux-mêmes des options économiques, à gérer la société à la place de la bourgeoisie. Et les employés des banques nationalisées sont les mieux placés pour cela.

Mais cela c'est une politique « révolutionnaire » et le rôle des syndicats dans la société actuelle c'est justement de servir de chappe et de soupape pour éviter que les travailleurs prennent une telle voie.

CORTE.

LES PROJETS DE RÉFORME DU SÉNAT

La Fédération de la Gauche Démocrate Socialiste... au secours des notables !

LE BASTION DE LA RÉPUBLIQUE

Il ne fut pourtant pas question de cette suppression en 1958. Aussi peut-on soupçonner que la composition actuelle du Sénat n'est pas étrangère à la récente initiative de de Gaulle. Contrairement à la Chambre des députés, la majorité n'y appartient pas à l'U.N.R. et à ses amis. De plus, il s'est donné un président, en paroles profondément anti-gaulliste, le radical Monnerville, dont les prises de positions politiques ont fait parfois quelque éclat. Cela eut suffi pour condamner l'Assemblée du Luxembourg.

Le Sénat, devenu le « bastion de la résistance républicaine », suivant l'expression de Mitterrand, voilà qui ne manquerait pas d'étonner les royalistes qui fondèrent, malgré eux, la III^e République. Cette deuxième assemblée, représentation des notables surtout ruraux, était pour eux un garant contre les initiatives « progressistes » possibles de la Chambre des députés. Car ceux qui avaient présidé de Versailles à la répression de la Commune, se méfiaient fort du suffrage universel.

De la III^e à la V^e République, le Sénat a gardé le même caractère. Actuellement, les sénateurs sont élus pour 9 ans et par un collège électoral restreint formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers municipaux, de leurs délégués ou de leurs suppléants. Ceci avantage largement les petites et moyennes communes au détriment des grandes villes : les villages de moins de 1.500 habitants, qui forment le tiers de la population française, détiennent la majorité absolue du collège des électeurs sénatoriaux.

Paradoxalement pourtant, c'est ce caractère conservateur qui lui donne, aujourd'hui, son air froid.

On sait que, grâce à un remaniement de la loi électorale,

l'U.N.R. a conquis beaucoup plus facilement le Parlement que les municipalités. Celles-ci constituent la plupart du temps le fief de telle ou telle notabilité, qui se maintient dans la place beaucoup plus par ses attaches avec les intérêts du clocher que par sa couleur politique.

Si la V^e République a donc modifié profondément la composition du Parlement, elle l'a fait beaucoup moins en ce qui concerne les maires. Le Sénat, émanation de ces dernières, a ainsi échappé à la majorité gaulliste et continue à être le reflet de l'implantation locale des anciens partis.

Du coup aussi, il continue à être le lieu de la défense des intérêts locaux et particuliers. Au nom de ceux-ci il s'oppose quelquefois à ce que de Gaulle peut estimer être les intérêts généraux de la bourgeoisie, ce qu'il appelle d'ailleurs, lui, les « intérêts généraux du pays ».

UNE GAUCHE DE NOTABLES

Que la gauche défende maintenant le Sénat, ne manque pourtant pas d'être étonnant.

D'abord parce que beaucoup de ses leaders, Mitterrand ou Mendès-France par exemple, s'étaient prononcés naguère pour une réforme dans son principe, fort semblable à celle annoncée par de Gaulle.

Ensuite et surtout, parce que la gauche fut, jadis, traditionnellement opposée à l'institution sénatoriale. La deuxième chambre n'est là, c'est évident, que pour donner un caractère plus conservateur à la République, pour contrebalancer les conséquences possibles du suffrage universel. La gauche la considérait donc comme une institution anti-démocratique.

D'ailleurs, ni les Constitutions de 1791 ou 1793, ni celle de 1848, ne prévoyaient une deuxième chambre qui fut créée après Ther-

midor, maintenue sous Napoléon I^{er}, puis sous la Restauration et rétablie sous le Second Empire. Les modalités de son recrutement furent diverses, mais il s'agissait toujours de faire correspondre à une Chambre des députés dont on se méfiait quelque peu... même si elle avait peu de pouvoir et n'était élue qu'au suffrage censitaire. Les dirigeants politiques de tous ces régimes réactionnaires n'avaient vraiment confiance que dans ceux dont le sens de la propriété privée reposait sur une solide richesse, surtout foncière. Les sénateurs étaient toujours de ceux-là.

La Fédération de la gauche démocrate et socialiste parle beaucoup de réforme démocratique de la Constitution. Ce fut aussi un des chevaux de bataille de Mitterrand lors de sa campagne présidentielle.

Mais dans la pratique, ces hommes de gauche se contentent de réagir, au jour le jour, aux initiatives gaullistes, sans avoir jamais défini exactement le type de Constitution démocratique qu'il leur semblerait nécessaire de mettre sur pied.

La démocratie n'est qu'un mot qui leur sert auprès des électeurs. Ce à quoi ils aspirent, c'est à être reconnus comme une équipe de rechange gouvernementale possible pour la bourgeoisie.

Aussi, défendre le Sénat ne les gêne-t-il pas du tout. Ils peuvent y gagner l'appui de quelques notabilités politiques locales et ce n'est pas négligeable pour eux dans la perspective des élections législatives prochaines. Ils ne sont même pas capables de mettre en avant la revendication traditionnelle du mouvement socialiste : une seule chambre élue au suffrage universel à la représentation proportionnelle intégrale. Ces « démocrates socialistes » ne poussent tout de même pas l'audace jusque là.

Jacques MORAND.

VOIX OUVRIÈRE

ALORS que l'impérialisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermique, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tuées complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la

II^e Internationale sombrant dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratization du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décimé les révolutionnaires intègres, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi

complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible, d'autres s'accrochent désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

FACE

- à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins,
- à la bureaucratization des organisations syndicales désertées par les travailleurs,

« VOIX OUVRIÈRE » veut :

- Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de

l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.

- Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.
- Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.
- Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.
- Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.

L'Europe verte

« L'EUROPE VERTE », paraît-il, a vu le jour et elle a été annoncée à grand fracas dans la presse et à la radio. Présenté comme une réalisation harmonieuse et d'avenir, l'accord qui vient d'être accepté par les six pays membres de la Communauté économique européenne a été accueilli avec faveur par la quasi-totalité des partis et groupements politiques, malgré quelques réserves de la part de la Fédération de la gauche et du P.C. qui y voit lui... un moyen de chantage entre les mains de Bonn.

C'est faire beaucoup de bruit pour peu de chose. Car si l'on prend le calendrier des négociations depuis le Traité de Rome (1957), on s'aperçoit que c'est une longue série d'accords, de ruptures, de propositions rejetées, de projets de compromis et tout cela depuis presque dix ans pour aboutir à un règlement financier de principe qui ne résout aucun des véritables problèmes. Il faut dire

que ces pourparlers s'inscrivent dans le cadre de l'établissement d'un Marché commun plus général, incluant le secteur industriel et chacun des intéressés mettant des préalables particuliers aux discussions, on peut prévoir que l'Europe unifiée des capitalistes n'est pas près de voir le jour.

Il faut remarquer tout d'abord que si la notion d'une unification au niveau de l'Europe apparaît séduisante, c'est bien que la division en économies nationales concurrentes constitue de nos jours une entrave insupportable au développement des forces productives. La formation d'Etats nationaux est apparue à l'époque où le capitalisme encore jeune avait tout un marché national à conquérir. La conquête des colonies par les impérialistes français ou allemands a pu donner à ce développement un second souffle pendant toute une période, en leur offrant les débouchés et les marchés nécessaires à l'expansion d'une économie

qui produit uniquement pour vendre.

Mais de nos jours, après deux guerres mondiales qui ont amené d'une part la fermeture d'un marché aussi vaste que l'U.R.S.S., et de l'autre l'envahissement des marchés réservés jusqu'alors aux impérialistes européens, par les tout-puissants Etats-Unis, le problème de l'écoulement des marchandises est devenu très aigu pour les capitalistes européens.

Dans le domaine agricole, c'est avant tout la France qui est intéressée par le règlement, car elle dispose d'excédents considérables en produits agricoles. L'Etat prenait en charge tout un système de financement destiné à soutenir les cours de la plupart des produits et à subventionner les exportations, système assorti d'une forte protection douanière. C'est l'Etat qui « soutenait » l'agriculture française, bon an mal an, et non sans que cela pose des problèmes politiques.

L'accord auquel les Six sont parvenus au terme de ces longues années de négociations laborieuses institue un Fonds commun, et de garantie agricole, qui devra prendre en charge la totalité des dépenses découlant de la politique agricole commune, c'est-à-dire le financement de l'exportation des excédents et l'intervention sur les marchés pour soutenir les cours.

Il prévoit pour le 1^{er} juillet 1963 une Union douanière et une organisation des marchés pour les différents produits. Le principal problème étant, bien entendu, celui des prix communs à l'intérieur du Marché commun et d'aboutir à un tarif extérieur commun envers les pays tiers. Cela promet encore de longs marchandages, sans compter les difficultés qui ne manqueront pas de surgir au niveau de l'application.

Mais comme il n'y a pas de

miracle et que l'agriculture européenne ne forme pas un tout autonome, coupé du marché international, le financement du F.E.O.G.A. sera essentiellement assuré par les pays qui importent des U.S.A., du Canada, du Danemark ou d'ailleurs bref, auprès des pays tiers, puis leurs Etats devront verser aux Fonds 90 % des prélèvements perçus sur ces importations.

Ces contributions étant donc proportionnelles aux achats effectués au-dehors de la C.E.E., ce système amène en fait l'Allemagne, pays industriel, et gros importateur de denrées alimentaires, à financer, par le biais du Fonds, l'agriculture française. Il est clair que c'est ici l'Etat français qui est le principal bénéficiaire puisqu'il recevra 45 % des crédits reversés par le F.E.O.G.A. alors qu'en moyenne sa contribution sera de l'ordre de 24 %.

La contrepartie pour les capitalistes allemands consiste évidemment à obtenir un système d'unification des prix pour les produits industriels, faute de quoi on peut douter que l'Allemagne accepte indéfiniment de faire seule tous les frais de l'opération. Et ce seul aspect des problèmes montre à quel point un quelconque accord entre capitalistes, aussi spectaculaire que la propagande le fasse apparaître, est fragile en lui-même et aléatoire dans son application. Trop d'intérêts contradictoires sont en jeu, issus de toute l'histoire des capitalismes rivaux, protégés et défendus par les Etats nationaux, et qui ne sont pas plus prêts aujourd'hui qu'ils ne l'ont jamais été à se sacrifier au nom d'une fumeuse « supra-nationalité » qui ne ferait que masquer des dominations particulières. Même un accord de sauvetage collectif se fait sur le dos des plus faibles, l'Italie, les Pays-Bas en l'occurrence et, dans la mesure où un accord profond entre les différents capitalismes nationaux pourrait être viable, il ne pourrait s'appli-

quer dans les faits qu'en écrasant un certain nombre de partenaires.

Et ce qui est plus clair que toutes les tractations et toutes les pressions, c'est que le seul bénéfice de l'opération va aux gouvernements intéressés. Le gouvernement français aura tout le bénéfice politique vis-à-vis de ses agriculteurs et de son opposition pro-« européenne », tout en faisant l'économie financière d'une politique de soutien des cours, mais le consommateur, lui, n'y gagnera rien : que les produits agricoles circulent librement au sein des pays de la C.E.E. sur la base de tarifs communs n'apportera pas grand-chose, car il y a des chances pour que ces tarifs soient établis de manière à assurer aux plus défavorisés sur le plan des prix de revient une marge minimum.

Déjà des commissions techniques travaillent à mettre au point des procédures anti-dumping, ce qui laisse prévoir de belles nuits à Bruxelles avant que ministres et fonctionnaires parviennent à un compromis.

C'est donc ce maigre résultat que l'on nous présente comme la brillante victoire des négociateurs de Bruxelles, alors que les problèmes de fonds, les problèmes industriels, n'ont pas trouvé et ne sont pas prêts de trouver de solutions.

En réalité, ces difficultés surgissent et ne sont pratiquement pas surmontables parce qu'il s'agit de ménager les intérêts des uns et des autres, tout en voulant aboutir à une organisation économique supérieure. Seule une planification fondée sur la production européenne globale, d'une part, et sur les besoins réels de la population, d'autre part, permettrait d'aboutir à une unification solide. Mais ce n'est pas dans le cadre capitaliste qu'elle peut être même envisagée.

Anne FOURVIÈRE.

A PARIS La prochaine réunion du Cercle Léon Trotsky

aura lieu le :

LUNDI 23 MAI, à 20 h 30, Palais de la Mutualité, Salle D, 1^{er} étage, 24, rue Saint-Victor, Métro : Maubert-Mutualité, sur le sujet :

LA CHINE EST-ELLE
UN ETAT SOCIALISTE ?

Nota : Cette réunion n'est pas publique. Entrée uniquement sur invitation

EN ESPAGNE :

Pour qui sonnera le glas

QUELQUE chose se passe actuellement en Espagne estimait la presse officielle de Franco. Effectivement, voir dans la très sainte Espagne le très catholique gouvernement faire donner ses flèches contre les curés, oui, voilà de quoi surprendre.

La « radio nationale » elle-même reconnaît les faits, elle qui pourtant distille au fil des ondes, sermons, nouvelles religieuses, chapitres éducatifs adressés aux parents pour leur rappeler que la foi est la chose la plus précieuse au monde, qu'en conséquence il leur

incombe la charge de l'insuffler à leur progéniture, de veiller à son maintien, etc. Tout cela peut faire penser qu'il se passe « quelque chose » en Espagne.

Certes, quand l'Information espagnole parle de cela, ce n'est pas pour dire que le gouvernement a tort. C'est pour lancer des imprécations et rappeler que Franco a, en 1936, sauvé l'Eglise des griffes des « rouges ».

Mais le fait que Franco s'explique et justifie sa présence montre bien où le bât blesse et pour quoi il est touché au point de

faire l'effort de trouver des arguments face aux éléments récalcitrants... ecclésiastiques, il est vrai.

Franco puis le franquisme furent nécessaires à la bourgeoisie espagnole en 1936 pour abattre la République et faire régner la « paix des cimetières » dans une Espagne où les forces révolutionnaires devenaient un danger pour l'ordre social existant.

Trente ans après, d'une part le carcan administratif et politique qu'il a imposé au pays apparaît anachronique et injustifié, même

aux fils de la bourgeoisie qui sont dans les universités. D'autre part Franco n'étant pas éternel, le problème de sa succession se pose et les différentes forces politiques signalent à Franco qu'il lui faut céder la place — tant qu'il est vivant de préférence — de façon à limiter les remous possibles que suscitera son départ.

Mais le vieux Paco ne veut pas laisser la place. « Pour Dieu, pour la Patrie » il ne conçoit pas d'autre Messie que lui. Et il doit lui apparaître bien injuste de voir des tenants de la religion catholique,

religion d'Etat, soutenir des manifestations d'opposition au régime.

Certes il se passe quelque chose pour Franco, son heure a sonné et le carillon lui fait mal aux oreilles. Le glas qui sonnera pour Franco sonnera-t-il en même temps pour la bourgeoisie espagnole ?

Pour cela, il faudra en tout cas que la corde change de main. Seul un mouvement révolutionnaire prolétarien pourra assurer l'enterrement de la bourgeoisie espagnole.

F. MAIGNAN.

LE CONTRE-GOUVERNEMENT MITTERRAND

Une déclaration de bonnes intentions

La formation du contre-gouvernement a la signification d'une déclaration de bonnes intentions vis-à-vis de la bourgeoisie. Voici, messieurs, le visage de notre gouvernement, si nous avons les moyens d'exercer le pouvoir. Nulle trace de communistes, nulle concession vis-à-vis de qui que ce soit de peu sûr ou de peu rodé. Même par magie, nous ne promettons rien qui puisse nous lier par la suite.

Bien sûr, le modèle de remplacement proposé à la bourgeoisie a on ne peut plus l'allure de la IVe, et pour la composer, il fallait vider tous les fonds de tiroir. Mais les politiciens bourgeois qui en rient, rien d'eux-mêmes et la seule chose qu'ils peuvent reprocher à Mitterrand, c'est d'avoir sorti trop tôt de la panoplie ces figurines par trop connues, qu'ils auraient voulu garder comme surprise post-électorale. Car la seule alternative que puisse offrir l'opposition, si toutefois elle est en état d'offrir une alternative, c'est la IVe, revue et corrigée, compte tenu des acquis des 8 ans écoulés. Le contre-gouvernement de Mitterrand, voilà, aux quelques variantes imaginables près, — les hommes qui le composent importent peu — la seule forme possible de la « démocratie renouée » ou « véritable » que souhaite depuis

si longtemps le P.C.

On peut bien sûr, se demander si la formation du contre-gouvernement prenant la suite de la motion de censure, et précédant sans doute d'autres mesures de même nature, ne va pas refroidir les relations du P.C. et de la Fédération au point de compromettre l'entente électorale.

Mais le P.C. tout en manifestant son mécontentement en acceptera encore bien d'autres, avant de rompre l'unité. Une telle rupture pourrait, certes, coûter des voix à la Fédération, mais une partie des voix perdues serait compensée par celles des électeurs qui désapprouvent justement son flirt avec le P.C.

Mais de toute manière, là n'est pas le problème. Car la Fédération regarde plus loin que les élections, ou plus exactement, elle tient compte à la fois des élections et de ce qui se passera après.

Certes, pour les législatives elles-mêmes, le P.C. a les coudees plus franches que pour les présidentielles.

Pour les élections législatives, il peut compter sur sa clientèle habituelle, avec ou sans accord passé avec les autres formations. Dans ces conditions, il est plus à même d'exiger des concessions en contre-

partie de ses désistements. Mais c'est que précisément Mitterrand ne tient pas à accorder la moindre concession afin de ne pas compromettre gravement, pour quelques sièges de plus au Parlement, la possibilité de parvenir au pouvoir.

Le P.C. a beau proclamer, par la plume de Laurent Salini, que « les voix communistes ne sont pas ainsi disponibles et prêtes à se perdre au gré du vent », et dire ainsi à qui de droit que les voix en question se payent, à la limite, dans beaucoup de circonscriptions, la Fédération n'a que faire des voix des électeurs communistes... si elle est certaine d'avoir celles des élus communistes.

Car la force de la Fédération vient moins des voix dont elle pourra disposer directement — qui ne dépassent effectivement guère les 20 % de l'électorat — que de sa position sur l'échiquier politique. A supposer qu'après les élections, l'UNR et ses compagnons de route ne disposent plus de la majorité à la Chambre et que la Fédération présente une équipe gouvernementale du type de celle de Mitterrand, que pourrait faire le P.C. ? Dans l'obligation d'apporter son soutien à une des équipes minoritaires — et l'abstention

serait dans ces conditions une forme de soutien aussi aux gaullistes — il n'aurait le choix qu'entre celle de la Fédération et celle des gaullistes. Dans les conditions actuelles, il n'est pas difficile de deviner à qui irait le soutien en question.

Les choses étant ce qu'elles sont, l'attitude de Lecanuet a infiniment plus d'importance pour la Fédération que celle du P.C. Non pour les élections à proprement parler, mais pour l'après-gaullisme. Car même d'après l'arithmétique électorale, à moins que la situation change radicalement, la Fédération, même bénéficiant des voix communistes, ne pourra gouverner sans d'autres formations, notamment celle de Lecanuet. Mais le choix entre les gaullistes et la Fédération, qui est impératif pour le P.C. ne l'est pas du tout pour le centre démocratique. Celui-ci est prêt à se mettre du côté du plus offrant, et en particulier, moyennant certaines concessions, du côté de l'UNR ou tout au moins de certaines fractions qui s'en détacheront. Rien d'étonnant dans ces conditions qu'au risque d'attirer les foudres verbales de ses alliés communistes de la veille, Mitterrand fasse les yeux doux à son ex-rival Lecanuet et, il faut dire que celui-ci ne semble

pas insensible aux avances, de la Fédération.

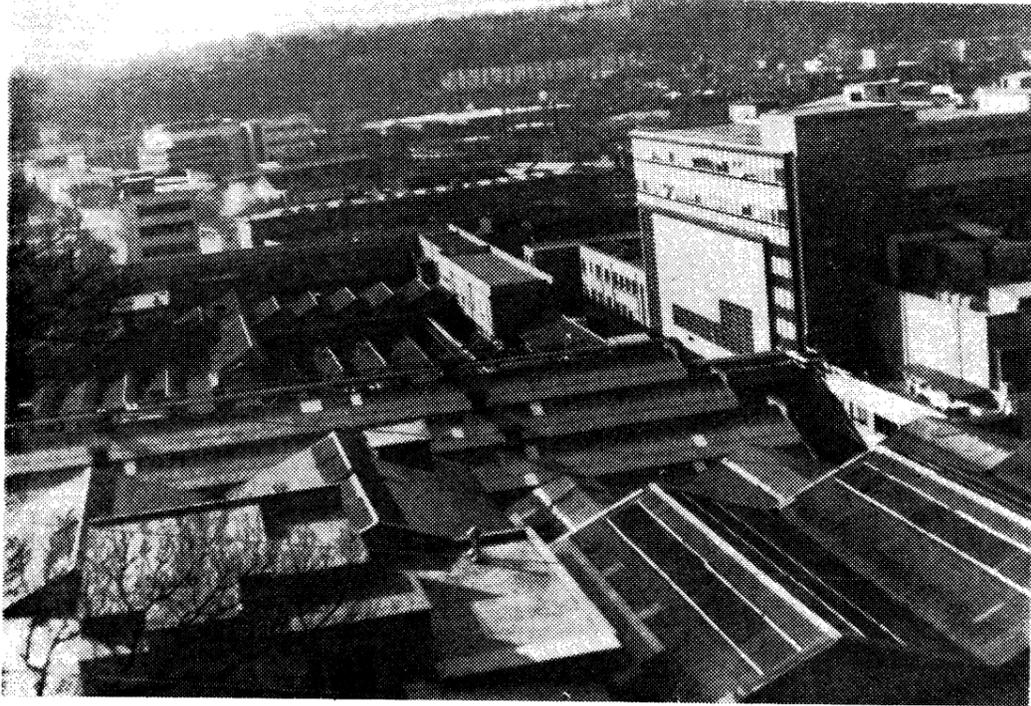
Il reste encore près de un an jusqu'aux élections législatives. Vu l'accueil pour le moins peu enthousiaste des milieux politiques envers le contre-gouvernement Mitterrand, il est difficile de prévoir ce que deviendra le cabinet fantôme.

En tout cas, même s'il aura été sans lendemain, sa signification politique est claire. Malgré le baroud du 19 décembre, le P.C. n'est pas sorti de son isolement politique. Et en un sens, le contre-gouvernement préfigure fort bien ce que pourrait être un gouvernement de « gauche » de la Ve République : malgré ses désirs et ses platitudes le P.C.F. ne peut même pas y espérer un strapontin.

Georges KALDY.

Tu trouves la « V. O. » trop petite ?
Nous aussi.
Elle ne vivra...
Elle ne grandira...
que grâce à ton soutien

RHODIACETA



Echos de l'entreprise

LA POUDRE AUX YEUX

La Direction nous a fait distribuer la semaine dernière un beau petit livret en 2 couleurs sur papier glacé, vantant les « avantages sociaux » de la maison, et distinguant bien soigneusement les avantages société et les avantages accordés par le Comité d'Entreprise. Elle peut ainsi apparaître très généreuse. Mais elle évite bien de distribuer parallèlement à tous les travailleurs de l'entreprise un état de son bilan et des bénéfices qu'elle empêche grâce à notre travail. Car la comparaison ne montrerait trop clairement que ce qu'elle nous accorde ce ne sont que des miettes.

De toute façon les sommes versées à différentes occasions (mariage, naissances, prêts pour achats, primes, etc...) nous sont nécessaires pour « boucler » un budget déjà insuffisant et qui devient catas-

trophique dès qu'un changement intervient dans notre vie. Il est plus avantageux pour elle de participer à des frais de maladie ou de cure pour ceux d'entre nous qui en ont un besoin (dûment justifié d'ailleurs) que de verser à tous un salaire tel qu'il permette à chacun de faire face à ces situations si elles se présentent.

Un salaire décent adapté aux conditions de notre époque, nous permettrait de ne plus être à la merci de ces prétendus « avantages » que la direction peut toujours nous enlever quand bon lui semble. Si elle pratique cette politique de prêts, c'est pour nous enchaîner à l'entreprise et essayer de nous soumettre à son exploitation.

Et la distribution de cet opuscule en ce moment où il y a des grèves, n'est sûrement pas un hasard : elle essaye d'étouffer le mécontentement qu'il y a parmi nous.

PREAVIS DE VACANCES

Il faut maintenant prévenir un mois à l'avance pour prendre un congé, et, en plus, pour les ingénieurs, techniciens et employés, remplir une fiche au secrétariat une semaine avant.

Nous pouvons comprendre que la direction tienne à organiser sa production, mais pour elle, elle passe avant tout. Ainsi, elle ne s'est pas gênée, lors de la dernière grève de l'EDF, pour nous faire connaître seulement quelques jours à l'avance, ce qu'elle n'aurait pas besoin des services de la plupart d'entre nous ce jour-là. Bien sûr, on pouvait toujours récupérer plus tard, mais tant pis pour les projets que nous aurions pu avoir faits. Pour maintenir la paye du mois, on était bien obligé d'en passer pas sa volonté.

Notre vie privée, nos besoins, nos projets, lui sont complètement indifférents. Les patrons ne considèrent que leurs intérêts ; à nous de savoir défendre les nôtres.

(Extrait du N° de la V.O. Rhodiaceta - Lyon-Vaise).

Nous présentons dans cet article une entreprise dans laquelle des camarades animent depuis peu un bulletin « Voix Ouvrière ». Nous publions par ailleurs, en page 5, des échos de la « V.O. » des Mines (fosse Dechy-Saint-René, mine d'Aniche, bassin du Douaisis) que nous présenterons prochainement.

Le groupe des usines Rhodiacéta qui emploie un personnel de 13.000 travailleurs fait partie du trust Rhône-Poulenc. Les usines de Vaise à Lyon, sont numériquement les plus importantes du groupe car, en trois centres, elles regroupent 7.000 salariés. L'usine de Besançon (voir V.O. numéro 54) en emploie 3.000.

Vaise qui fait partie de l'agglomération lyonnaise est dominée par ce bloc industriel annoncé par une voyante enseignes lumineuses. Des usines de production, l'usine Acétate Lyon et l'usine Textile Nylon se consacrent aux filatures.

La première a été créée en 1924-1925 alors que le quartier de Vaise comportait encore beaucoup de petits jardins que le trust racheta pour avoir le terrain. C'est une filature d'Acétate et la matière première (cellulose) est fournie par l'usine chimique de Péage-de-Roussillon, au sud de Lyon. La seconde UTN, est la plus récente : elle date seulement de 1940, époque à laquelle les brevets d'invention du nylon du trust américain Du Pont de Nemours commençaient à être exploités en France, et elle a connu une grande expansion puisqu'elle emploie actuellement un personnel de 4.000 personnes, alors que UAL n'en emploie que 1.600. La matière première est, ici aussi, fournie par une usine chimique Rhodiacéta, celle de Belle Etoile à St-Fons, dans la banlieue sud de Lyon.

Le centre de recherches (particulièrement axé sur le nylon et le tergal) de Gorge-de-Loup se trouve à quelque distance des usines UAL et UTN et, avec un personnel de 1.100 personnes (dont nombre de techniciens et ingénieurs), il dispose d'une relative autonomie au sein du groupe de Vaise.

Les conditions de travail sont celles de l'industrie chimique en général, c'est-à-dire difficiles et bien souvent dangereuses. Les explosions et les accidents ne sont pas rares. Comme les fabrications ne peuvent être interrompues, beaucoup de travailleurs travaillent en 3x8, c'est-à-dire en trois équipes de 8 heures qui se relaient sans interruption, en « feux continus ». A Vaise, la moitié des travailleurs horaires travaille même en 4x8, par tranches de deux jours, 6 jours en trois équipes différentes suivit de 2 jours de repos.

Le rythme de travail en équipe n'est d'ailleurs pas régulier et s'il arrive que les ouvriers puissent changer d'équipe pour « convenances personnelles » (à justifier d'ailleurs), il arrive bien plus souvent qu'on fasse pression sur eux pour les faire venir suivant les besoins de la production.

La Rhodia, ici comme à Besançon, est considérée à l'extérieur comme « la bonne boîte » et les salaires du personnel Rhodia, assortis à un système de « points de valeur personnelle », améliorés par des primes et des gratifications, en font un personnel relativement favorisé pour la région. La direction affiche une attitude paternaliste et entretient un esprit de « grande famille » en essayant d'associer les travailleurs aux succès des marques de l'entreprise: Tergal, Nylfrance, Albène, Rhodia, etc. Son livret d'accueil pour les nouveaux embauchés, qu'elle assure de « sa confiance » et de « son estime », est un modèle du genre. Dernièrement, elle a fait distribuer à tous une luxueuse brochure vantant les « avantages sociaux » offerts par la Société.

Cette estime s'est manifestée d'une façon pour le moins particulière tout récemment : le feu s'étant déclaré dans un magasin contenant des stocks, au moment où les pompiers de la ville étaient pour la plupart occupés par l'incendie de la raffinerie de Feyzin, ce furent les ouvriers eux-mêmes qui s'occupèrent de l'éteindre et de protéger ce qu'ils pouvaient du matériel et des stocks.

Mais la direction, sur le temps ainsi utilisé pour son plus grand profit, ne paya que quelques heures, offrant comme seule possibilité pour les autres, soit de les prendre sur les congés payés (!), soit de les « récupérer » en restant ou en venant travailler en plus. Elle a déclaré alors qu'aider les ouvriers ce n'était pas les payer à ne rien faire mais leur fournir du travail.

Il existe une catégorie de personnel qui, pour travailler presque en permanence à Rhodia, dans l'une ou l'autre de ses usines, n'en est pas moins du personnel « extérieur » employé par des entreprises ayant des accords avec Rhodiacéta. Il est plutôt spécialisé dans le nettoyage, et pour ces travailleurs, les salaires sont très bas. Beaucoup sont des femmes âgées (jusqu'à 70 ans) qui essaient de compléter ainsi leur retraite. Comme ils doivent payer un forfait supplémentaire de 3 F sur chacun des repas pris aux self-services des usines, ces repas leur sont pratiquement inabordable, les licenciements sont monnaie courante parmi eux et la pression des chefs y est très forte.

Les organisations syndicales sont avant tout la CGT (parmi les horaires), la CFDT (parmi les mensuels), mais elles sont essentiellement occupées par leur rôle au sein du Comité d'Etablissement (où leur grande préoccupation consiste à s'occuper de la gestion des colonies de vacances) et par les tentatives pour obtenir la reconnaissance du syndicat d'entreprise. Leurs publications destinées aux travailleurs sont rares sauf en période d'élections de délégués, comme cela vient d'être le cas. Environ un quart du personnel est syndiqué. Les syndicats participent eux aussi à « l'esprit Rhodia », notamment envers le personnel des entreprises extérieures et ils formulent la revendication de salaires sous la forme : « Salaire minimum Rhodia de 850 F par mois », alors qu'ils ne demandent ailleurs comme minimum mensuel que 600 F.

A la suite du lockout de l'usine de Besançon, le groupe de Vaise a fait une journée de grève avec une participation moyenne au mois de mars dernier, mais dans l'ensemble la combativité est bien moins élevée qu'à l'usine du Doubs.

A. F.

« Voix Ouvrière » et les bulletins d'entreprise portant le même titre n'ont comme ressources que le produit de la vente et les soutiens de leurs militants et sympathisants. « Voix ouvrière » ne peut vivre et se développer, les bulletins d'entreprise ne peuvent se multiplier que si ces soutiens vont en augmentant. Chaque franc que vous nous enverrez c'est 100 feuilles ronéotypées de plus et peut-être 200 ou 300 travailleurs de plus qui connaîtront « Voix Ouvrière ».

Les fonds sont à verser à nos collecteurs, diffuseurs et vendeurs ou à envoyer à notre C.C.P. N° 9424.78. Paris, au nom de Maurice Schroedt.

CERCLE LÉON TROTSKY de Lyon
TOUS LES MARDIS, à 17 h. 30, à la BRASSERIE DE L'ETOILE, 1, cours Gambetta. Participation aux frais : 1 F.

CERCLE LÉON TROTSKY de Grenoble
Les prochaines réunions auront lieu les JEUDI 5 et 19 mai, à 20 heures, à la SALLE DES TICKETS, PLACE SAINT-BRUNO. Les réunions suivantes auront lieu les 2 et 16 juin et ainsi de suite. Participation aux frais : 1 F.

CERCLE LÉON TROTSKY de Besançon
TOUS LES MERCREDIS, à 20 heures, au CAFE DU COMMERCE, 10, rue de la République. Participation aux frais : 1 F.

CERCLE LÉON TROTSKY de Dijon
TOUS LES VENDREDIS, à 20 h. 15, au CAFE DE CHINON, rue des Forges. Participation aux frais : 1 F.

Ces réunions ne sont pas publiques. Les invitations sont à retirer auprès de nos militants, dans nos permanences, ou en écrivant au Siège.

MARSEILLE :

Les dockers devant l'épreuve de force

Le vendredi 13 mai, M. Barillon, le directeur du port autonome de Marseille, déclarait aux représentants syndicaux qu'il envisageait la fermeture du port — c'est-à-dire le lock-out — si le conflit qui oppose depuis plus de trois mois les travailleurs du port et leurs patrons n'était pas réglé le lundi 16 mai.

Mais ce conflit, d'où vient-il, et quels en sont les protagonistes ?

LE PORT LE PLUS RAPIDE DU MONDE

A la tête de l'immense port méditerranéen se trouvent, non pas un patron, mais une oligarchie patronale nombreuse : les acconiers. Il existe des dizaines de compagnies d'acconage de toutes tailles. Certaines emploient quelques dizaines de dockers d'autres quelques centaines. Certaines sont relativement « libérales » comme la SOCOMA, liée à la municipalité S.F.I.O., d'autres au contraire sont dirigées par un patronat de choc. C'est le cas de l'INTRAMAR, grosse entreprise qui n'hésite pas à embaucher des briseurs de grève chez les gens du « milieu » : le 16 mars une dizaine de nervis armés de barres de fer ont attaqué des dockers qui refusaient de faire des heures supplémentaires. A la tête de ces énergumènes se trouvait Marcillis, un des « sergents-recruteurs » de l'INTRAMAR, qui était armé d'un colt de 9 mm, dont il vida le chargeur sur les travailleurs, faisant plusieurs blessés parmi eux. Notons que dans cette affaire, ce fut quand même les dockers qui eurent le dessus et qui forcèrent leurs assaillants à s'enfuir. Marcillis et ses complices sont aujourd'hui en prison...

Cet épisode donne le ton des méthodes patronales.

Au sommet de l'oligarchie des acconiers se trouvent la puissante Chambre de Commerce et depuis le 8 mars le Conseil d'administration du port autonome dont 14 membres (dont M. Barillon) sur 24 sont nommés par l'Etat. Les 10 autres étant désignés par la Chambre de Commerce.

En face de ce patronat solidement organisé, il y a, selon les

périodes, de 3 à 4.000 travailleurs. Ce qui caractérise les conditions de travail des ouvriers du port c'est, plus que partout ailleurs peut-être, la grande division entre les catégories et l'insécurité de l'emploi.

En effet c'est chaque jour que les travailleurs doivent se faire embaucher. Une petite minorité de « permanents » (maîtrise et une partie des conducteurs d'engins, et des grutiers) est employée directement par les compagnies, et est assurée d'avoir du travail tous les jours.

La grande majorité est formée de « professionnels » (dockers pour l'essentiel) qui ont priorité d'embauche... lorsqu'il y a suffisamment de travail. L'année dernière les professionnels qui sont 3.000 environ, n'ont travaillé, en moyenne que 17 jours par mois. Et lorsqu'il n'y a pas de travail, le professionnel doit se contenter de l'« indemnité de garantie », environ 10 F par jour.

Enfin les plus défavorisés sont les « occasionnels » ou « cartes d'identité » qui ne peuvent travailler que lorsque tous les professionnels sont embauchés, et qui ne touchent pas un centime s'il n'y a pas de travail... Leur nombre est évidemment très variable.

Le salaire du docker est d'environ 27 F pour 8 heures de travail. Mais à ce salaire de base viennent s'ajouter une multitude de primes, liées à la catégorie, et surtout au rendement. Lorsque le travail bat son plein et qu'il est possible de faire des heures supplémentaires ou de travailler la nuit, le docker peut augmenter de façon importante son salaire. C'est d'ailleurs de cette manière qu'il peut faire face aux périodes de chômage.

En contrepartie les cadences et la durée de la journée de travail sont particulièrement élevées. Un membre du Conseil d'administration du port déclarait récemment dans une interview : « Il faut que nous conservions notre réputation d'être le port le plus rapide du monde... Il est certain, qu'en dehors des heures normales, le travail coûte 75 % plus cher, et même 100 % pour la nuit. Mais le travail est aussi pratiquement continu. On peut réaliser 22 h de travail par jour. On peut même travailler dans certains cas 24 h sur 24 h. Marseille est le seul port du monde où l'on peut ainsi adapter le travail aux besoins du navire. Bien sûr, il faut payer les heures supplémentaires, mais le navire gagne un temps précieux pour sa rotation, ce qui représente une sérieuse économie et un accroissement du rendement qui compensent les frais supplémentaires des travaux « hors cloche ».

Mais ce que ne disait pas l'auteur de cette déclaration c'est le nombre et la gravité des accidents : le 10 mars un docker était tué par la chute de planches qui

se sont décrochées d'une « palanquée ». Le 14 mai, encore, une palanquée heurtait une « galiote » (pièce de métal de plusieurs centaines de kilos qui soutient les panneaux des cales) qui tombait au fond de la cale, broyant les jambes d'un docker et en blessant gravement un autre. Durant la seule année 1965 il s'est produit 2.083 accidents (presque un par docker !) dont 6 mortels.

Les travailleurs de la manutention ne sont pas les seules victimes. Le 11 mai c'était un échafaudage de 12 mètres qui s'effondrait sous le vent, entraînant trois peintres de navire. Bilan : 1 mort, 2 blessés graves. Le 2 avril, un pétrolier en cours de réparation, prenait feu et explosait. Bilan : 7 tués, une trentaine de blessés.

Les revendications des travailleurs du port sont complexes et catégorielles. La C.G.T. en particulier n'a rien fait pour donner des objectifs communs, bien au contraire. Malgré tout on peut dégager quelques revendications générales qui intéressent tout le monde :

- Repos le samedi après-midi (les dockers refusent actuellement de travailler au-delà de 11 h 30).
- Le samedi payé comme le dimanche (43 F environ).
- 1 h 30 pour le repas de midi, au lieu de 1 h jusqu'à présent.
- Augmentation des salaires (sous forme d'augmentation des primes) d'environ 7 F par jour, soit 150 F par mois.

Jusqu'à présent le patronat s'est montré intraitable : pour ce qui est des salaires les acconiers ont accepté de lâcher 0,50 F d'augmentation par jour pour les dockers. Une automne... que les dockers ont refusé. Les acconiers ont essayé diverses méthodes. Ils ont d'abord attendu que la grève « pourrisse ». Puis ça été la tentative d'intimidation, que nous avons relatée plus haut, et qui a échoué piteusement. Le 4 mai tous les ports français de la Méditerranée firent 24 h de grève. A Marseille le patronat riposta par le lock-out. Maintenant, enfin, M. Barillon parle de fermer le port.

C'est qu'en effet, après trois mois de travail ralenti, la situation commence à devenir difficile pour les acconiers : Marseille est devenue un des ports les plus lents du monde.

Ajoutons que les conditions d'hygiène ne valent pas mieux que les conditions de sécurité : malgré les travaux particulièrement salissants, il n'y a pratiquement pas de douches.

Pour terminer, signalons enfin qu'il n'existe pratiquement pas non plus de cantine, et que les travailleurs doivent prendre leurs repas au restaurant (de 5 F à 7 F environ).

On comprend que dans ces conditions, les travailleurs du port

en aient assez et qu'ils soient décidés à lutter pour que ça change.

TROIS MOIS DE LUTTES

Tout a commencé le 5 janvier lorsque les pointeurs de l'INTRAMAR ont décidé de ne plus faire d'heures supplémentaires, et de ne plus travailler les dimanches et jours fériés ainsi que les nuits, jusqu'à satisfaction de leurs revendications. A l'origine il s'agissait de revendications relativement modestes et très catégorielles.

Le 12 février les conducteurs d'engins à leur tour refusaient les heures supplémentaires, le travail de nuit, des dimanches et des jours fériés, pour leurs propres revendications.

Puis le 22 février c'était l'ensemble des dockers qui adoptaient ce type de grève.

Enfin le 25 février les agents de maîtrise, à leur tour se joignaient au mouvement.

Depuis cette date on ne travaille plus que des journées « normales », et à 16 h 30 toute l'activité du port s'arrête. Ce type de grève a été jusqu'à présent suivi à 100 %.

Les navires doivent attendre longuement qu'on veuille bien s'occuper d'eux. Certains sont obligés de repartir de Marseille sans même qu'on ait pu les décharger, ou en partie seulement.

Bien des armateurs préfèrent détourner leurs navires vers d'autres ports. Mais chez les dockers la solidarité n'est pas un vain mot. Que ce soit à Port-Saint-Louis, à Bordeaux, à Dieppe, à Gênes, etc. on refuse de travailler sur les navires en provenance de Marseille, ou qui ont été détournés.

Le patronat ne pourra pas « tenir » éternellement, et c'est dans ce contexte qu'on vient d'apprendre la décision du directeur du port : fermer le port purement et simplement.

Est-ce que la menace de M. Barillon est un bluff destiné à effrayer les dockers et plus encore les organisations syndicales ? Est-ce que le directeur fera fermer le port durant la seule journée du 16 mai ?

Ou bien sommes-nous à la veille d'une épreuve de force, au cas où les intentions patronales seraient de maintenir le port fermé au-delà de la journée de grève du 17 mai ?

A l'heure où nous écrivons, nous ne pouvons encore le savoir. Mais en tout cas on peut dire que dans une lutte dure et difficile, les dockers ont fait et font journellement la preuve de leur combativité. Et c'est cela qui en fin de compte permet d'espérer leur succès final.

L. SAMUEL.

DANS LES MINES

Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche

RESTEZ DIGNE

La quinzaine dernière, un camarade qui a 32 ans de fond s'est vu refuser par le chef porion la permission de remonter une heure plus tôt pour aller passer une visite médicale. Cet ouvrier avait pourtant montré la convocation du médecin.

Les camarades malades ne peuvent pas se permettre de prendre un billet de maladie de huit jours tous les six mois, ce qui serait bien le moins pour nous retaper des cadences infernales qui nous sont imposées. Mais des journées à 12 F, ça ne fait pas la paie, c'est pourquoi des camarades, même malades, vont travailler, car sinon, c'est impossible de boucler le budget familial. Ils essaient de se soigner tout en travaillant, pour eux, c'est une nécessité. Et c'est bien le moins que de leur accorder le droit de remonter une heure avant.

Devant le refus du chef porion, notre camarade a été obligé de prendre sa journée à son compte et a perdu les primes de la quinzaine. On ne comprend pas pourquoi le chef porion, qui est pourtant un salarié, se croit obligé de se conduire comme un valet de la direction des Mines. Il y a assez de vampires, restez digne, Monsieur le chef porion X..., conduisez-vous en être humain, si vous voulez que les ouvriers de la fosse vous considèrent comme tel.

UN EXEMPLE A SUIVRE

Trois ouvriers déjà diminués physiquement, montant du matériel pour assurer la sécurité de leurs camarades abatteurs, ont demandé un ouvrier supplémentaire, car ils n'arrivaient pas à apporter ce matériel nécessaire, sans lequel les conditions de travail et de sécurité ne pourraient être respectées. Ces camarades ont toujours gardé leur conscience professionnelle et leurs responsabilités de vieux mineurs. Il a fallu une altercation avec Monsieur le directeur du siège pour obtenir un quatrième ouvrier après bien des réticences, alors que c'était élémentaire. Il a fallu que nos camarades refusent de descendre dans ces conditions pour que la direction cède. Et encore, pas tout de suite ; Monsieur le directeur a d'abord menacé un ouvrier de le « pointer zéro ».

Sommes-nous revenus au temps de l'occupation pour voir de telles méthodes et de telles menaces employées par un directeur ? Mais devant la fermeté de nos camarades, même ces menaces n'y peuvent rien, car unis, nous sommes les plus forts.

" INTERVILLE "

La direction de la fosse Déchy pourrait envoyer ses loquistes à

l'émission d'Intervilles de Guy Lux. Car ce sont des champions du gymkhana. Ils s'entraînent 48 h par semaine à éviter l'accident ou la mort à tout instant ; prenons l'étage 600 : les loquistes qui débloquent les tailles n° 13, Wavrechan, Delloy et Bernicourt, doivent éviter avec adresse tous les obstacles placés sur leur chemin.

Ils étonneraient sûrement Guy Lux. Dommage que ce ne soit pas un jeu, c'est de leur vie qu'il s'agit et à tout instant, ils risquent d'être décapités par des trappes et la tuyauterie... quand ils ne se retrouvent pas dans les cadres.

Va-t-on longtemps jouer avec la vie de ces ouvriers ? Leurs femmes et leurs enfants ne pardonneraient pas ce crime, car il ne faudrait pas nous dire que c'est la fatalité. Si pour la direction, la vie d'un ouvrier compte peu, pour nous, c'est notre bien le plus précieux.

MEDECINE DE CLASSE

Nous apprenons que le tribunal de grande instance de Douai vient d'accorder que la rente de notre camarade Musialski Jean soit portée à 100 %. Mais notre camarade est mort depuis quelques mois !

Le médecin des houillères avait refusé de lui reconnaître son taux de silicose à 100 % et « tierce personne ».

Nous savons bien qui sont les responsables. Nous les connaissons trop bien. Ces cas sont fréquents. Faut-il qu'ils aient peu de conscience professionnelle pour attendre le décès de nos camarades pour leur accorder leur dû. Après des années de labeur et de souffrances, cela aurait dû leur être versé de leur vivant.

CONSULTEZ LA BASE

La C.G.T., dans son tract d'appel pour la grève du 17 mai, pose entre autres revendications : « Revalorisation de la retraite complémentaire de 60 % en portant la cotisation à 4 % ».

Nous voudrions des précisions pour savoir qui paiera les 4 %. En ce qui nous concerne, nous trouvons que 1 % de cotisation pour les ouvriers, c'est déjà suffisant. Qui doit payer les 3 % en plus ? Que la C.G.T. précise. Et surtout, qu'elle demande l'avis des mineurs sur leurs revendications, car s'il y avait des réunions syndicales, nous n'aurions pas à poser cette question.

Travailler... c'est perdre la santé !

• Chez Kodak

C'EST BEAU LA TECHNIQUE

Il y a paraît-il 2.000 visiteurs chaque année à l'usine de Vincennes (Kodéco d'avril 66). Dommage que tous ces invités ne viennent jamais faire un tour du côté de la « Préparation » au département M. Ils pourraient ainsi juger de nos conditions de travail.

Dans cet atelier, les conducteurs et aides-conducteurs évoluent au

tour de leurs bacs et bassines dans un espace très exigu en manipulant, au noir bien entendu, des seaux de nitrate d'argent, des bidons et flacons de soude caustique ou d'acide sulfurique, ce qui n'est pas sans danger puisqu'il n'y a pas la place pour se remuer.

Quand ils travaillent sur des bacs ou des bassines chauffés à haute température, ces ouvriers n'ont d'autres ressources que de transpirer à grosses gouttes, car en ce siècle de la technique, on

n'a pas encore trouvé le moyen de donner une aération suffisante dans les ateliers. A cela, s'ajoute le plaisir de s'emplit les poumons de toutes sortes d'émanations agréables, genre ammoniacale par exemple. Il y a bien un semblant d'aspiration mais tout juste symbolique pour être en règle avec la loi. Pour corser le tout, on patauge continuellement dans les flaques d'eau.

Malgré tout cela, il faut quand même suivre les cadences pour

finir ses bassines dans les temps. Mais quelle importance pour Kodak que nous travaillions dans ces conditions puisque la production sort quand même.

Quand il s'agit de protéger des machines ou les films contre les poussières par exemple, on sait trouver les moyens techniques et rien n'est trop beau, rien n'est trop cher. Mais pour nous, c'est une autre histoire.

(Extrait du n° 27 de la V.O. Kodak.)

• Chez Chausson

LA LISTE S'ALLONGE

La liste des accidents du travail s'allonge chez Chausson. Ainsi, dans la même semaine nous avons pu assister à une série d'accidents plus ou moins graves.

Le mercredi 11 mai dans la matinée, à l'usine G, un jeune travailleur a eu le petit doigt et une partie de la main sectionnés par

une presse. Le même jour sur une chaîne de l'atelier de peinture, une jeune peintre a eu le pied écrasé par la roue d'un chariot supportant une voiture parce qu'il n'avait pas entendu le coup de klaxon qui annonce la mise en marche de la chaîne.

Dans un cas, les cadences inhumaines qui nous obligent, coûte que coûte à sortir « notre » production, dans l'autre, l'absence to-

tales de système de sécurité même le plus élémentaire (dans le cas cité, un simple protecteur de roue aurait suffi à éviter cet accident). Un mort par accident du travail

toutes les heures, un handicapé toutes les trois minutes, voilà le bilan des statistiques des accidents du travail en France. Et Chausson a bien sa part.

• A la S.N.C.F.

VICTIMES DE LA SECURITE

Quinzaine internationale de sécurité ! La « Vie du Rail » (meurtrier) pourra nous faire de belles photos couleurs, affiches et tout et tout, y compris les délégations et le baratin.

Mais osera-t-elle parler des quatre accidents survenus dans la région Nord. Trois camarades sont morts entre Paris Nord et Saint-Denis en 48 heures.

La SNCF aurait-elle, comme l'armée, une tolérance pour les pertes ? A-t-elle aussi le droit de tuer ?

D'autant plus qu'une fois l'a-

faire étouffée, il est certain qu'elle se déchargera de la responsabilité de l'accident... sur les victimes.

Pour elle, il n'est pas question d'améliorer les conditions de travail et de sécurité, ses profits lui importent plus que notre vie.

Quant à nous, si nous voulons continuer à aller sur deux jambes, outre le fait de réclamer des conditions de sécurité et de travail valables, en attendant nous devons les appliquer pour nous-mêmes, même et surtout si cela implique que nous fassions le travail moins rapidement, voire moins de travail. Notre vie en dépend !

(Extrait de la V.O. Cheminot.)

APRES LE 17 MAI

• Suite de la page 1

avec, bien entendu, la garantie de ce salaire quelles que soient les fluctuations économiques et, évidemment, les droits économiques et politiques garantissant aux travailleurs les moyens de conserver l'acquis de leurs luttes.

Ceci est, sans aucun doute, impossible à réaliser sans toucher aux droits sacro-saints du système capitaliste exploiteur. Ces droits sacro-saints paraissent et sont difficiles à vaincre, mais nous n'avons pas le choix. La technique, la science avancent à pas de géant. Ou les travailleurs sont capables d'imposer que leur utilisation se fasse à leur profit, ou cette utilisation par les capitalistes les con-

duira inexorablement vers les catastrophes inhérentes au système d'exploitation : les crises économiques avec chômage, renforcement du pouvoir policier et finalement la guerre.

Le 17 mai ne doit pas être un moyen de mettre en selle un quelconque Mitterrand à qui nos dirigeants syndicaux offrent l'étrier que représente la lutte ouvrière, il doit être le moyen de prendre conscience et de rassembler nos forces pour désarçonner la bourgeoisie et donner le pouvoir aux travailleurs. C'est à ceux qui créent toutes les richesses de cette société de décider de leur utilisation. Nous en avons la force. Il suffit de le vouloir, mais de le vouloir fermement.

Menaces de licenciement Des réorganisations qui ne doivent pas se faire à nos dépens

• Chez Neyrpic

SUR QUI COMPTER

A cause des menaces de fermeture de Croix Rouge, l'Inter-syndicale (et elle a bien fait) a décidé de faire sortir les ouvriers dans la rue le jeudi 12.

Dans les tracts, résolutions, communiqués, on parle beaucoup « d'appel à l'ensemble de la population à manifester son soutien, sa solidarité », de « soutien actif de la population ». Mais en réalité, à qui, à quelle population s'adresse-t-on ? Aux élus locaux, conseillers municipaux, voire même aux députés. Mais quel « soutien » autre que platonique peuvent-ils nous apporter ?

On nous dit et nous répète qu'il ne faut rien faire si les « autres ne suivent pas ». Ces autres étant tout le reste sauf la classe ouvrière. Mais si on retire la classe ouvrière que reste-t-il ? Les commerçants, les professeurs, les libéraux de tout poil et de toute couleur, qui peuvent effectivement nous apporter un soutien, mais qui n'ont aucun moyen de faire céder le patronat.

Ce moyen ce sont les ouvriers qui le possèdent car ils ont la force, le nombre et n'ont rien à perdre à la lutte.

Ce sont nos camarades des autres entreprises que nous de-

vons contacter, ceux de Merlin Gérin, où les salaires sont bloqués et les revendications non satisfaites malgré la légende de « l'expansion » de Merlin, ceux de C.C.M.A.E.U. qui eux aussi vont avoir à se recaser sur le marché du travail s'ils ne veulent pas suivre le transfert de l'usine, ceux d'Alibert, etc.

On nous dit que notre lutte ne les concerne pas. Bien sûr, elle ne les concerne pas si l'on dit que « les travailleurs ne peuvent pas permettre que Neyrpic disparaisse ». Cela leur est indifférent. Mais si nous revendiquons une garantie effective de l'emploi, sans

aucune perte pour les travailleurs, alors là, ils sont concernés. A nous d'aller le leur expliquer et de les convaincre, sans attendre que nous battus, les patrons les attaquent pour les vaincre à leur tour.

Et cette sympathie que nous sentons autour de nous n'en serait pas diminuée mais augmentée car ceux qui nous soutiennent moralement le feraient activement devant la démonstration de notre force, de notre détermination et devant les solutions effectives et non partielles et temporaires que nous pourrions leur apporter.

(Extrait du n° 70 de la V.O. NEYRPIIC.)

• A la SNECMA

USINE NOUVELLE NOUVELLE REORGANISATION

Trente de nos camarades n'iront pas à Corbeil, telle est la décision de la direction. Une fois de plus nous faisons les frais de cette réorganisation, et il faut le dire, sans beaucoup réagir. Bien sûr, à Suresnes où 24 travailleurs ont été touchés, la réaction a été vive : chef du personnel bloqué dans son bureau, défilé dans les rues de Suresnes député en tête.

Dans les autres centres les

syndicats n'étaient virulents qu'en parole : « nous n'accepterons pas les licenciements, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour faire reculer la direction, et patate, et patate. » En définitive, à Kellerman, nous avons débrayé une heure en fin de journée, à 25 %. Pourquoi l'ensemble du personnel ne se sent-il pas touché par ces licenciements ? Pourtant c'est mieux, la direction a un plan de réorganisation, elle commence à l'appliquer. Ce n'est pas en pensant que c'est notre voisin qui sera licencié que nous pourrions nous en sortir. La politique de

l'autruche n'est pas payante. La direction nous attaque. En étant décidés à réagir nous pouvons ne pas nous retrouver à la rue.

Mais là il ne s'agit pas de trouver des solutions de rechange à la direction.

Il s'agit de ne pas permettre le moindre licenciement. Nous pouvons le faire. Il y va de nos conditions de vie. Il y a parmi nous des camarades qui peuvent mener cette lutte car nous ne pouvons guère compter sur l'efficacité des « dirigeants actuels ».

Nous ne pouvons faire paraître les échos de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

En voici la liste :

AERONAUTIQUE :
SNECMA Kellermann. — Paris XIIIe.
HISPANO-SUIZA. — Bois-Colombes (Seine).
SUD-AVIATION : — Courbevoie.
AUTOMOBILES :
BERLIET. — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON. — Gennevilliers (Seine).
CITROEN. — Usines Levallois et quai de Javel.
PANHARD. — Paris.
GENEVE. — Ivry (Seine).
PEUGEOT. — Sochaux.
RENAULT. — Billancourt. 4 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine.
R.N.U.R. — Général.
R.N.U.R. — Bâtiment C.
R.N.U.R. — Bureaux.
R.N.U.R. — Département 37.
RENAULT. — Flins.

METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire C.A.F.L. Saint-Chamond.
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — Saint-Nazaire.
Montres LIP. — Besançon.
OLIER. — Clermont-Ferrand.
NEYRPIIC. — Grenoble.
BOURGOGNE ELECTRONIQUE. — Dijon.
BRONZAVIA. — Courbevoie.
CABLES DE LYON. — Lyon.
C.I.T. — Paris 15e.
Cie. des COMPTEURS de Montrouge (Seine).

C.S.F. — Levallois (Seine).
THOMSON — Gennevilliers (Seine).
WESTINGHOUSE. — Sevran.
CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
KODAK. — Vincennes.
RHONE-POULENC. — Vitry (Seine).
ROUSSEL UCLAF. — Romainville (Seine).
Raffinerie ANTAR. — Donges (Loire-Atlantique).
MICHELIN. — Clermont-Ferrand.
MICHELIN. — Bourges.
RHODIACETA. — Lyon-Vaise.

SERVICES ET DIVERS :
AIR-FRANCE. — Ateliers Orly-Nord (Seine).
AIR-FRANCE. — Blanqui, Paris-13e.
ASSURANCES GENERALES — Siège Paris.
ASSURANCES GENERALES. — Drouot.
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES. — Rue Viala, Paris 15e.
CHEMINOTS. — Générale.
Imprimerie DESJOSSES — Issy-les-Moulineaux.
CREDIT LYONNAIS. — Siège central Paris.
CREDIT LYONNAIS. — Levallois.
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE — Rue de Flandre, Paris.
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE — Paris.
QUAIS ET DOCKS — Mairie.
URBAINE ET LA SEINE. — Paris.
MINES. — Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche.

• Au Crédit Lyonnais

NE COMPTONS PAS AVOIR DEMAIN CE QUE NOUS POURRONS AVOIR AUJOURD'HUI

Voilà 15 jours que le gouvernement faisait connaître officiellement la fusion de la BNCF et du CNEP regroupés en une seule banque : la BNP.

Le Crédit Lyonnais n'est donc pas encore touché par la concentration comme il en avait été question. Mais ceci ne prouve pas que demain on n'assistera pas à une nouvelle fusion Crédit Lyonnais-Société Générale par exemple.

Quoi qu'il en soit certains de nos collègues de la BNCF et du CNEP, vont être touchés dès aujourd'hui. Dans les agences de province, ce seront surtout les employés qui risquent d'être licenciés ; au contraire dans les grands centres, ce sont sans doute les cadres qui risquent le plus, peut-être pas le licenciement, mais

au moins de voir leur situation compromise. Il va donc y avoir des combats à mener, mais ces combats-là sont des combats défensifs.

La réorganisation ayant pour but de rationaliser se fera presque inéluctablement sur le dos de quelques-uns, c'est-à-dire les plus faibles.

Cela nous prouve au moins une chose, c'est que dans la banque comme ailleurs la garantie de l'emploi n'existe pas.

Cela doit nous montrer que nous ne devons pas revendiquer des avantages-maisons qui ne sont que des attrape-nigauds, parce qu'ils ne sont valables que tant qu'on nous laisse notre place.

Ce que nous devons revendiquer, ce sont une paye et des horaires de travail corrects.

Car un tien vaut mieux que deux tu l'auras, et plus la paye sera élevée, mieux cela vaudra... ce que nous aurons touché, au moins on ne pourra nous le reprendre !

(Extrait du N° 97 de la V.O. - Crédit Lyonnais.)

Les travailleurs occupent l'usine

A Montoir de Bretagne, les travailleurs de la S.M.P.A. occupent l'usine depuis quatre jours.

C'est le jeudi 12 mai que le conflit a éclaté. Suite au refus de la direction d'accorder 1,5 % d'augmentation à compter du 1er mai, comme aux Chantiers de l'Atlantique, mais seulement 1 %, les travailleurs de la S.M.P.A. firent au départ une demi-journée de grève sur le tas, à partir de 11 h 30. Une première entrevue avec la direction n'ayant rien donné, horaires et mensuels décidèrent d'occuper les lieux toute la nuit et plus, jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

Ce durcissement de la situation dans cette entreprise n'a évidemment pas pour enjeu un maigre 0,5 % d'augmentation. Ce que les travailleurs veulent montrer à la direction c'est, comme l'a rappelé un délégué, qu'ils entendent avant tout « maintenir leur dignité » et riposter aux manœuvres diverses de la direction qui tentent toujours plus de diviser les ouvriers, particulièrement en maintenant artificiellement des disparités de salaires.

Depuis plusieurs mois déjà, le climat de l'usine s'était détérioré

du fait de l'intransigeance de la direction et les revendications sont nombreuses. Pour le moment les travailleurs luttent pour obtenir :

— Une augmentation de 0,30 F de l'heure pour tous.

— Une parité avec les chantiers en ce qui concerne les avantages sociaux et les augmentations qui seront accordés dans l'avenir.

— Ils demandent aussi que les disparités dans l'usine et les augmentations sélectives soient supprimées (cela devant être stipulé dans un protocole d'accord).

Pour le moment, la direction semble vouloir gagner du temps, comptant sur le découragement des grévistes... Mais les travailleurs dans un climat détendu se relaient équipes par équipes pour l'occupation et les piquets. Samedi, le long des grilles de l'usine, étaient affichées les revendications générales avancées le 17 mai par les syndicats, mais aussi la revendication propre aux grévistes, 0,30 F de l'heure pour tous.

Et pour ceux qui ne se rendraient pas suffisamment compte de la situation, une banderole précisait du haut du bâtiment principal : « Nous occupons l'usine ».

A noter que pour créer l'ambiance, nombre de voitures passant devant l'usine, saluent les grévistes en klaxonnant : « Du pognon ! Pinczon ».

Ce même Pinczon, directeur des Chantiers, hésite, préférant tâter le terrain, craignant que la tension se généralise et gagne les Chantiers. De ce point de vue, la direction serait certainement désireuse d'obtenir des syndicats l'assurance qu'ils n'ont eux aucune envie d'élargir le conflit, l'échéance du 17 mai passée permettant d'y voir plus clair.

En tout cas les travailleurs des Chantiers de Saint-Nazaire, pendant les trois premiers jours de l'occupation, n'ont été informés par aucun tract des organisations syndicales des Chantiers ou la SMPA de la grève de leurs camarades de Montoir-Bellevue. (Dès jeudi la presse locale en parlait, sauf la presse... syndicale).

La seule solidarité que les syndicats vont pour le moment demander, c'est que les travailleurs nazairiens aillent passer un moment avec ceux de la S.M.P.A. le soir et le dimanche. Vendredi, 15 délégués des chantiers (5 par syndicat) et une délégation de Sud-

Aviation, sont allés apporter officiellement leur « soutien ».

Cette attitude pourrait surprendre puisque actuellement les directions syndicales jettent à tous vents qu'elles sont d'accord pour organiser le « Tous ensemble » et passer à l'action généralisée sur des revendications communes. Un tract diffusé samedi aux Chantiers de l'Atlantique par l'U.D.F.O. appelle même les travailleurs à constituer des comités de grève, à l'occasion du 17 mai, et propose leur coordination sur le plan départemental.

Pourtant dans le cas précis de la grève de la S.M.P.A., aucun des trois syndicats n'a tenté jusqu'à maintenant d'étendre la lutte, aucun n'attache une intention particulière à la lutte menée par des travailleurs pour des augmentations uniformes.

Quoi qu'il en soit, au moment où nous écrivons, les travailleurs de la S.M.P.A. n'en sont qu'à leur 4e journée de lutte, et déjà l'exemple qu'ils donnent prouve, s'il en était encore besoin, que juin 36 n'est pas prêt de s'éteindre dans la mémoire des travailleurs.

BERNARD BIRET

A Clermont Ferrand

La grève continue

• Chez Olier

NE PAS CALER LES PREMIERS

Mercredi 18 mai nous entrons dans notre 5e semaine de grève. Si la direction continue à s'entêter, nous aussi tenons solidement.

Pourtant, le soutien attendu des autres métallos s'est réduit à une heure de grève, non renouvelée, d'une seule usine. Les secours se sont fait attendre pendant près de 3 semaines. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que quelques uns, découragés, aient repris à la mécanique et à l'ajus-

LA GREVE

A LA MINUTE

— Les apprentis et les jeunes sous contrats sont obligés de continuer à travailler. Mais ils ne sont pas sensés de faire le travail des grévistes, encore moins venir en heures supplémentaires. C'est d'ailleurs formellement interdit pour les apprentis. C'est pourtant ce

rage pendant la première semaine de mai.

L'aide de la mairie, la solidarité des autres corporations, en particulier des travailleurs de la banque et des enseignants, et celle des commerçants du quartier, ont redonné l'élan nécessaire. Nombre de ceux qui avaient repris ont redébrayé. Depuis, les secours ont continué d'arriver : plusieurs centaines de milliers de francs actuellement et la situation s'est stabilisée. Les sorties à 10 h et à 18 h deviennent régulières.

Si notre situation se maintient, celle de la direction va en empi-

qui s'est passé pour deux d'entre eux à la chaudronnerie.

— Nous avons des organisations ouvrières centralisées et efficaces : il a fallu près de trois semaines pour que les secours arrivent du côté syndical, deux ou trois jours du côté mairie !

— « La Montagne », à l'exception des communiqués syndicaux, se garde bien de parler de notre

rant. Tous les moyens lui sont bons, depuis la simple pression jusqu'aux tentatives de corruption pour tenter d'arrêter la grève. Mathou passe son temps à faire du charme dans les ateliers.

Economiquement, la grève lui devient de moins en moins supportable : les stocks sont à zéro, les contrats très difficilement respectés, l'usine d'Argenteuil menacée d'asphyxie. La production des jantes est tombée au tiers de la normale. Des actionnaires inquiets seraient intervenus, mais notre direction est dure et se sent obligée de montrer l'exemple aux autres patrons de la région. Et c'est

grève. Sans doute ce n'est pas un hasard si le journal « d'information » de la région préfère parler de chiens écrasés plutôt que de luttes ouvrières.

— La distribution des secours semble poser quelques problèmes, non seulement dans l'organisation, ce qui parfois est difficilement évitable, mais aussi dans les attributions. Ainsi, certains non-grévis-

pourquoi elle tient encore, car la grève lui coûte beaucoup plus cher que ce qu'elle devrait accorder.

Samedi la direction maintenait ses positions : 6 à 8 cts et la moitié de la prime. Mais à la réunion de la Chambre Patronale, Tévisson a laissé chacun libre d'augmenter de 15 à 20 cts. Il se prépare à reculer.

Camarades, en démarrant cette grève, nous savions qu'elle serait longue. Notre direction est coriace, mais comme l'a dit un délégué : « si elle n'a jamais calé, c'est que jusqu'à présent nous l'avons fait avant elle ».

tes auraient reçu des colis. Les secours ne sont pas destinés à ceux qui sabotent la grève, mais à ceux qui luttent.

— La « Voix Ouvrière » a diffusé un tract à l'usine Olier d'Argenteuil afin d'informer nos camarades, et leur demander d'éviter tous travaux de remplacement.

(Extrait du N° 32 de la V.O. OLIER.)

Un mouvement suivi... mais le syndicat brade

• Chez Desfossés

LA MONTAGNE ACCOUCHE D'UNE SOURIS

La grève nationale du 6 mai des travailleurs du Livre (labour) qui a connu un succès considérable, et à laquelle a participé l'écrasante majorité des ouvriers, des employés, de la maîtrise et des cadres, s'est terminée par une pantomime.

Alors que dans leur immense majorité, les salariés du Livre ont montré par leur participation massive à la grève, leur détermination de voir enfin changer les choses, et d'imposer leurs revendications,

le comité intersyndical a accepté un compromis qui ne nous apporte qu'une augmentation ridicule. Alors que nous avions toute une série de revendications, l'accord est intervenu sur une seule. Les patrons cèdent : 2 % d'augmentation en juin, 1,5 % en octobre, 1,5 % en... février... 67. Et le syndicat, sans consulter les travailleurs qui ont suivi son appel arrête les hostilités là-dessus. Pour une victoire, c'est une victoire.

Bien sûr les patrons ont dû reculer devant la menace que nous avons brandie. Mais au lieu de profiter de l'avantage d'un premier succès et d'imposer les revendications posées qui constituaient un minimum, on se contente de brouilleries.

Car pour nous, obtenir 3,5 % en deux fois pour 1966 (les 2 % de juin seront déjà absorbés par l'augmentation des prix en octobre) au lieu de 2 % que prévoyait de céder les patrons avant la grève, c'est presque rien, si on considère les forces engagées.

Les travailleurs n'auraient peut-être pas été unanimes à faire la grève jusqu'au bout ? Comment le savoir puisqu'on ne les a même pas consultés, pas plus que les délégués ? C'était le moins que pouvait faire le syndicat.

Ce moins il ne l'a pas fait. Mais il a fait plus. Il a dégoûté et découragé une bonne partie des travailleurs. Il a montré que finalement, ce qui comptait pour lui,

ce n'était pas tant faire triompher les travailleurs de leurs exploités, que de montrer à ces derniers qu'il leur est utile et apte à nous faire arrêter la production et à la reprendre quand il le désire : qu'il est, lui, une force avec laquelle les patrons doivent compter, puisqu'il utilise la nôtre.

Cela doit nous servir de leçon pour l'avenir, si nous ne voulons pas être à chaque fois les dindons de la farce. Nous ne devons pas nous contenter de suivre les appels syndicaux docilement, mais prendre nous-mêmes en mains la direction de la lutte pour la faire aboutir là où nous l'aurons décidé.

(Extrait de la V.O., Desfossés.)

THÉÂTRE

Derrière "les Paravents"

— Le 30 avril après quelques autres manifestations de ce genre une quinzaine de futurs officiers de l'armée, interrompent la représentation des « Paravents » de Jean Genêt et lancent des morceaux de verre qui blessent des acteurs, des techniciens et des spectateurs.

— Le 3 mai quelques perturbateurs indignés.

— Le 5 mai 200 fascistes, jeunes en général, manifestent devant le théâtre de l'Odéon sous l'œil de la police qui les disperse mollement. Une dizaine d'étudiants de gauche crient timidement dans un coin « le fascisme ne passera pas » et se taisent lorsque la police arrive.

— Enfin un député breton s'indigne vertueusement du « scandale national » de cette pièce et propose une suppression des subventions au Théâtre de France.

On peut se demander ce qui dans les Paravents provoque une telle hargne de l'extrême-droite ? Les uns parlent d'ordures versées sur la grandeur de la France, les autres, qui sont les mêmes parfois, accusent Genêt de porter à la

scène des obsessions qui grouillaient en lui et en lui seul. Qu'en est-il réellement ?

Les Paravents, contrairement aux œuvres de Brecht, ne veulent rien démontrer. C'est surtout une histoire d'amour entre un homme et une femme (Saïd et Leïla) repoussés par tous, l'un parce que le plus misérable, l'autre parce que la plus laide.

Rejetés de la société, les héros sont avant tout des coupables et les coupables sont solitaires. C'est là un des thèmes habituels à Genêt. Saïd et Leïla sont des parias et leur seule façon de devenir un jour des êtres humains est de revendiquer jusqu'au bout leur condition de paria en trahissant tout le monde, en devenant abjects.

Lorsqu'ils mourront, Leïla d'un excès de souffrances, Saïd exécuté par l'ALN, ils ne voudront même pas rejoindre le monde des morts où tous se retrouvent ayant tout oublié.

Opposants vaincus de la société bourgeoise, ce ne sont pas des révolutionnaires mais ils laissent mauvaise conscience. Ce sont des êtres humains avilis ; leur histoire nous concerne. Saïd et Leïla font partie des millions d'exploités, misérables, humiliés par le colonialisme et Genêt a très bien su évoquer le contexte psychologique social et politique où vivent ses personnages.

Le cadre des Paravents est un petit village algérien où les hom-

mes sont ouvriers agricoles chez des gros colons. La satire des colons et de leurs rapports avec les « indigènes » est violente, impitoyable, même pas outrée. On vit de l'intérieur ce qu'est l'exploitation et l'écrasement du colonisé. On sent venir avec les personnages la révolte contre l'opresseur. On comprend pourquoi la haine peut s'emparer d'eux et le terrorisme apparaître comme seule issue. On assiste alors à une véritable vague révolutionnaire qui soulève le village. Un bataillon de l'armée française est chargé d'écraser la révolte et Genêt peint cruellement : un bel officier pédéraste qui exalte la « virilité » du combattant est tué en pleine tirade déliante. En guise d'enterrement, ses soldats viennent à tour de rôle pêter sur sa tombe. Quant au beau sergent héroïque il meurt sans gloire dans une position grotesque.

Cela, la droite ne peut le pardonner à Genêt et la plupart des manifestations dans la salle ont eu lieu lors de ces scènes.

Mais à l'opposé ces algériens écrasés par des décades de misère et d'oppression sont décrits sans complaisance. On les voit acheter leurs femmes, les mépriser et faire du bordel un lieu sacré et rêver d'aller se faire exploiter au Creusot seule « promotion » possible.

Indiscutablement Genêt n'a guère plus d'affection pour les exploités que pour les exploités. Il choisit d'être « neutre » ou plus

exactement de n'épargner personne. Il ne fait pas crédit à ceux qui sont tels qu'il les montre — il en existe sûrement — parce qu'ils sont exploités et aliénés. Il réserve son crédit à ses semblables. Nous ne partageons pas ce point de vue, bien sûr, mais nous n'irons pas lui jeter des boules puantes pour autant (nous serions même partisans, mais Genêt ne le désire certainement pas et Barraud non plus, d'aller corriger les jeunes gens d'Occident en mal d'autodafé).

Quant aux combattants de l'A.L.N., les vieilles femmes lucides, seules conséquentes avec leur révolte, les mettent en gardent contre l'exaltation de l'uniforme, de la marche au pas et du capitalisme. Le mouvement de libération apparaît dans ses limites nationalistes « vous allez bientôt vous mettre à genoux devant les caïds » dit une vieille.

Anticolonialiste, antinationaliste, assez anticonformiste, la pièce de Genêt si elle n'apporte aucune solution remet profondément en question toutes les sociétés bourgeoises.

Avec impudeur et grossièreté — cela nous paraît d'ailleurs inutile et c'est peut-être une autre forme de conformisme, mais si cela peut soulager Genêt et certains de ses spectateurs ce n'est pas nous qui le lui reprocherons — cette pièce piétine toutes les « valeurs » soi-disant immuables et c'est pourquoi sans doute elle provoque tant de réactions chez les défenseurs de l'ordre actuel.

VU DE NOTRE FENÊTRE

SOUVENONS-NOUS EN

DANS l'Humanité-Dimanche du 15 mai, Benoit Frachon, après avoir rappelé les revendications générales de la classe ouvrière : augmentation des salaires et retour à la semaine de 40 heures, déclare que si les patrons ne peuvent satisfaire ces justes revendications, « ils feront tout simplement l'aveu de leur impuissance à gérer l'économie ».

Cette impuissance, il y a belle lurette que les patrons l'ont prouvée. Et nous devons sans cesse nous en souvenir et en tirer toutes les conséquences, même si les dirigeants syndicaux l'oublient dans leur politique journalière.

MOLLET-LA-GUERRE

M Guy Mollet déclarait récemment devant la télévision qu'il avait engagé une guerre contre l'Égypte pour venir en aide à l'État d'Israël... et qu'il était prêt à recommencer.

Le général Moshe Dayan qui commanda l'armée israélienne au cours de la campagne du Sinaï, vient de souffleter (involontairement sans doute) le « socialiste » en peau de lapin : « la campagne du Sinaï n'aurait, peut-être, jamais eu lieu si les Français et les Anglais ne nous en avaient pas offert l'occasion ». (« Le Monde » du 30-4-66).

Nous vivons une curieuse époque. Jadis, les leaders S.F.I.O. accusaient les généraux de préparer des guerres pour le compte des actionnaires du canal de Suez. Aujourd'hui, c'est le contraire.

PAS POUR LES JEUNES OUVRIERS

DANS le cadre des échanges franco-allemands et franco-britanniques, de jeunes français pourront travailler un an en usine, à l'étranger, dans des conditions assez favorables, après avoir achevé leur formation professionnelle.

Mais, quand on se renseigne plus en détail, on apprend que ces jeunes doivent avoir étudié à l'école, l'allemand ou l'anglais.

Autrement dit, les élèves des collèges techniques où se trouvent essentiellement des fils d'ouvriers, ne peuvent faire partie des élus.

REMORDS ?

UN certain nombre de parlementaires se prononcent contre la peine de mort.

Avec un peu de surprise on trouve dans la liste M. Jules Moch qui s'illustra naguère à la tête des matraqueurs d'ouvriers.

Entre autres, l'ouvrier du bâtiment Edouard Mazé, à Brest, et le mineur Barbier, à Firminy, périrent sous les coups des sbires de Jules Moch.

Ce dernier fait-il parfois des cauchemars la nuit ou pense-t-il que la peine de mort est seulement valable contre les salariés en lutte ?

IL FAUT BIEN LE DIRE :

VIVE LA COMMUNE !

EN ces journées de mai, on évoque le souvenir de la Commune. Sa fin n'est guère réjouissante : 30.000 fusillés au mur des fédérés.

Mais si cette saignée du prolétariat révolutionnaire parisien laisse un souvenir tragique, on oublie trop souvent que pour ne pas avoir su faire une nouvelle Commune victorieuse, le prolétariat continue à subir l'exploitation capitaliste. Et cette exploitation a été accompagnée de souffrances bien pires que celles de la Commune.

La guerre de 1914-18 a coûté 1.500.000 morts au peuple de France et 10 millions à l'humanité. Celle de 1939-45 s'est traduite par près de 100 millions de morts. Combien de vies humaines coûtera la nouvelle hécatombe si le prolétariat, une fois de plus, est incapable de s'attaquer, comme le fit la Commune, au pouvoir de la bourgeoisie ?

Rien que ces quelques chiffres montrent que si la lutte révolutionnaire est parfois dure, l'absence de luttes sérieuses l'est encore beaucoup plus.

CHIENS DE GARDE DU CAPITAL

LE dimanche 15 mai à minuit, 62.500 hommes de la marine marchande anglaise seront en grève. C'est la première fois depuis 55 ans que la marine marchande britannique connaîtra une telle grève.

Or Wilson en personne était intervenu auprès du syndicat pour tenter de faire annuler l'ordre de grève, mais sans résultat.

Les marins réclament la semaine de 40 h et une augmentation de salaire d'environ 7 %. Une telle grève va être ressentie dans toute la Grande-Bretagne ; on dit que déjà les ménagères ont stocké des marchandises chez elles. Si les

marins tiennent le coup, ils pourrout sans doute obtenir satisfaction.

Mais ne doutons pas qu'ils auront du mal, car ils ont en face d'eux Wilson et le gouvernement travailliste, soi-disant « de gauche », qui gouvernement en fait pour la bourgeoisie, et sont prêts à mener sur le plan social une politique semblable sinon pire que le gouvernement le plus « conservateur ».

Nous avons connu cela en France quand le « socialiste » J. Moch envoyait en 1938 les C.R.S. et l'armée contre les mineurs, quand le « socialiste » Mollet envoyait les rappelés en Algérie. Et c'est cela que nous préparé le candidat de la « gauche » qu'on nous a proposé... Mitterrand.

VOIX OUVRIÈRE

29, rue de Château-Landon
Paris-X^e

Abonnement 6 mois : 10 F,
au nom de Maurice Schreëdt,
C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication :

M. SCHREëDT

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE

DE LA PLAINE SAINT-DENIS
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail exécuté
par des ouvriers syndiqués.

PERMANENCES

● PARIS :

V^e arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine.

tous les samedis, de 14 à 17 h.

X^e arrondissement : au siège de VOIX OUVRIÈRE, le samedi de 16 à 20 heures.

XI^e arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, Av. Philippe-Auguste, le mercredi de 17 h 30 à 19 h 30.

XIII^e arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie Métro : Maison-Blanche, le jeudi de 17 à 19 heures.

XIV^e arrondissement : Café « Champagne », 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans, le mercredi de 17 h 30 à 19 h 30.

XV^e arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.

XVIII^e arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le mardi de 17 h 30 à 19 h 30.

● BANLIEUE :

ARGENTEUIL : Café de Paris, 102, rue P. Vaillant-Couturier, le samedi, de 13 h. 30 à 15 h.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), jeudis de 18 h à 19 h au lieu de 17 h 30 à 19 h.

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Galliéni (métro

Croix de Chavaux), le mercredi, de 17 à 19 heures.

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet-Rue A.-France), tous les mercredis de 17 h. à 19 h.

● PROVINCE :

BESANCON : Auberge Comtoise les jeudis 19 mai et 2 juin de 18 h 10 à 19 h 30.

— Café Grandvillie, les mercredis, de 17 h à 19 heures.

BOURGES : Café Bar « Rallye des Halles », Place de la Nation (Salle de réunions), les jeudis 19 mai et 2 juin de 17 h 30 à 19 heures.

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, les

jeudis 19 mai et 2 juin de 17 h à 19 heures.

DIJON. — Café « La Renaissance, rue Chabot-Charny, tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.

GRENOBLE : « Café d'Autrans », 5, Cours Berriat, tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h.

— Café « Le Normandy », place Grenette, tous les jeudis de 15 à 17 heures.

LYON : Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le samedi de 17 à 20 heures.

Café « Les Etats-Unis » 137, avenue du Professeur-Beauvisage, Lyon-8^e le mercredi, de 18 h à 19 h.

MONTBELIARD : Café de Mulhouse (face à la gare), le samedi 21 mai de 14 à 16 heures.

MARSEILLE : Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (place d'Aix) les jeudis 16 et 30 juin de 18 h à 20 heures.

ROUEN : Café « Le Bretagne » Place du Vieux Marché, tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30

SAINT-ETIENNE : Café-Restaurant, 23, rue des Tréfileriers, les jeudis 19 mai et 2 juin, de 15 à 16 heures.

SAINT-CHAMOND Café « Idéal-Bar », 4, rue Gambetta, les jeudis 19 mai et 2 juin de 18 h à 19 h.

SAINT-NAZAIRE : Café « Le Pélican », 104 bd V.-Hugo, tous les samedis de 16 à 17 heures.

TOULOUSE : « Chez Jack », Place Arnaud Bernard (1^{er} étage), tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.